

À Madrid, la France entre leadership sur le climat et « couac de 2040 »

Les conférences de haut niveau (c'est leur nom) ont débuté hier à Madrid. La ministre française de la Transition écologique, Élisabeth Borne, y a dit la détermination de la France à « agir sur son territoire (car) chaque minute compte ». Le jour où sa secrétaire d'État, Brune Poirson, annonce la fin du plastique pour... 2040.

Couac. En pleine Cop25 qui martèle l'urgence à agir vite pour sauver la planète d'un réchauffement mortifère, l'annonce, par Brune Poirson, de la fin de la commercialisation d'« emballages plastiques à usage unique d'ici 2040 » fait dés-

« Chaque degré, chaque minute compte », martèle E. Borne

avec les plastiques jetables. Alors même que le slogan de cette Cop est « Time for action », « Le temps de l'action »... « Mieux vaut avoir des objectifs atteignables que des annonces de politique-fiction », défend le député LREM audois Alain Perea, présent aussi à Madrid (lire aussi ci-dessous). L'élu narbonnais adopte la position du gouvernement sur le sujet : « la transition doit être radicale, pas brutale ».

■ **2020 « déterminante pour changer nos sociétés ».**

Pendant ce temps, Élisabeth Borne portait la parole de la France en déclarant devant l'ensemble des pays réunis à Madrid : « L'heure d'agir est arrivée et chaque minute compte. L'année qui va s'ouvrir est déterminante pour réussir la transition écologique et changer nos sociétés (mise en application de l'Accord de Paris-NDLR) l'ambition de la France est la neutralité carbone en 2050 et nous nous donnons les moyens d'y parvenir en décarbonant notre industrie et nos transports, en développant massivement les énergies renouvelables, en rénovant nos bâtiments, en abandonnant le charbon ». Un peu avant, la présidente de la Cop25, Carolina Schmidt, aussi ministre chilienne de l'Environnement, lançait : « Cette conférence doit changer le cours des choses ». Vite.

À Madrid, Frédérique Michalak



■ Hier après-midi, Élisabeth Borne est intervenue, avec le Français Bertrand Picard (3^e en partant de la gauche), au sujet de la nécessité de développer des climatiseurs moins énergivores, plus efficaces et plus économes. Photos F.M.

■ **« Time for action » vs 2040**

« Il y a des solutions pour aller plus vite et la France est déterminée à agir sur son territoire ». Élisabeth Borne a été catégorique hier lors d'un débat sur la nécessité de développer et d'utiliser des climatiseurs moins énergivores et plus efficaces. L'objectif français étant de doubler l'engagement de l'amendement de Kigali, soit gagner 0,8 °C sur le réchauffement climatique en 2100 en baissant notamment l'usage des gaz à effet de serre frigorigènes CFC, quitte à « taxer (leur) utilisation au 1^{er} janvier 2021 », a annoncé Élisabeth Borne. Qui veut aussi « améliorer l'isolation thermique des logements » (l'objectif des 500 000 rénovations annuelles étant jugé insuffisant). Ce volontarisme affiché à la Cop25 perd donc un peu de crédibilité avec cette étonnante échéance de 2040 pour en finir

À la réception de l'ambassadeur

Lundi soir, l'ambassadeur Jean-Michel Casa donnait une réception à la Résidence de France « à l'occasion de la visite à Madrid et de la participation à la Cop25 de madame la ministre de la Transition écologique et solidaire ». 200 compatriotes, expatriés ou participants à la Cop ont écouté le court discours d'Élisabeth Borne sous les ors de la diplomatie française. La veille de ses interventions à la Cop (lire aussi ci-contre), celle qui est aussi ministre des Transports, le secteur qui émet le plus de gaz à effet de serre, avait déjà joué la carte d'une France bonne élève, alors qu'elle ne l'est pas. Pas encore, du moins. Car le pays de l'Accord de Paris se montre résolu à Madrid. « Le premier approfondissement qui nous guette est celui de nos volontés », a dit la ministre, paraphrasant Édouard Philippe, furtivement présent à l'ouverture



de la COP25. « Il est important de continuer à agir ensemble, nous avons besoin des ONG pour mobiliser la société civile, du courage politique des États pour accepter ces bouleversements et adopter des politiques ambitieuses et les respecter, des territoires pour inventer des solutions concrètes au plus près des citoyens ». En parlant territoires, aucun représentant de la Région Occitanie (qui ambitionne être la première à énergie positive en 2050) n'est à Madrid pour cette Cop pourtant frontalière.



LE MONDE NOUVEAU – 26-29 MARS 2020

On en parlera à Perpignan : le (trop) fort réchauffement de la Méditerranée

À Madrid, Élisabeth Borne a parlé global, Alain Perea local. Le député audois est intervenu hier sur la Méditerranée dont il sera aussi question à Perpignan en mars.

Directement rattachée à l'ONU et indépendante des gouvernements, l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée réunit 34 pays autour de trois axes de travail : la crise des migrants, la sécurité et le développement durable en termes d'écologie avec notamment son réchauffement plus rapide que celui constaté dans les autres océans (lire nos éditions précédentes), d'économie et de social. Dès lors, en quoi cette assemblée inter et extra-gouvernementale, peut être utile ?

« On prend des résolutions que chaque parlementaire s'engage à porter et faire res-



■ Le député audois hier à Madrid, sur le pavillon français à la Cop25. Photo F.M.

pecter par son pays », explique Alain Perea. Un exemple ? « L'an dernier nous avons voté une résolution sur les enjeux du recyclage et je dois dire que la voix de la France est écoutée sur l'écologie, on a trop tendance à s'auto-flageller et à stigmatiser des pays qui font moins que d'autres ».

« À force de se renvoyer la balle, rien n'avance »

« J'entends trop souvent en France des gens dire que la Chine pollue et que c'est à nous qu'on demande des efforts, ajoute-t-il. Alors non, on n'est pas tous au même

niveau mais l'important est qu'on s'y mette tous, parce qu'à force de se renvoyer la balle, rien n'avance. C'est ce que je suis venu dire ici, à la Cop25, au nom de l'Assemblée parlementaire de la Méditerranée dont les 34 pays entendent que l'Accord de Paris soit adopté ».

F. Michalak

L'INFO EN PLUS

Le ministre de l'Agriculture à Madrid ce jour

Didier Guillaume est attendu tôt ce matin à Madrid. Après Édouard Philippe la première semaine de la Cop25, et Élisabeth Borne cette seconde semaine, c'est au tour du ministre français de l'Agriculture et de l'alimentation, Didier Guillaume, de se rendre dans la capitale espagnole au moment de la Cop25.

Toutefois, le ministre français n'est pas annoncé à la Feria de Madrid qui abrite l'événement onusien.

Didier Guillaume doit participer, aux côtés de son homologue espagnol, Luis Planas, à un segment de haut niveau de l'initiative 4 pour 100 « Des sols pour le climat », organisée au ministère espagnol de l'Agriculture, en marge donc de la Conférence des Nations-Unies pour le changement climatique.

Les deux ministres tiendront ensuite une réunion bilatérale Espagne-France, toujours au ministère espagnol.

BILLET VERT

Transports : Madrid joue la bonne carte

Tous les participants à la Cop (et ça fait du monde, 25 000 personnes) se voient offrir une carte de transports publics madrilènes (métro, bus, tram) gratuite, pour des voyages illimités durant la quinzaine de la Conférence pour le climat. Oui, illimités les voyages. On peut décarboner à tout va la capitale espagnole en abusant de son métro centenaire. Ce cadeau écolo du ministère de la Transition écologique du Royaume d'Espagne et du consortium des transports de Madrid devrait *pronto* inspirer d'autres villes (même plus petites hein, et même sans métro ni tram mais avec des bus) qui accueillent aussi des événements en lien avec la crise climatique. Au hasard, le monde nouveau, à Perpignan. Non, pas au hasard du tout. On espère circuler en polluant moins, en mars prochain à Perpignan, grâce à une carte allégée en carbone. Ce serait cohérent.

F. M.